

## Bujumbura exhorté à cesser de menacer la Commission d'enquête de l'ONU

UN News Centre, 22 novembre 2017 L'ONU dénonce les menaces et attaques du Burundi, des Philippines et de l'Erythrée contre ses experts des droits de l'homme Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est dit mardi préoccupé par les efforts continus déployés par certains États pour saper et dénigrer les mécanismes importants mis en place par les 47 États membres du Conseil des droits de l'homme. [Photo : Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.]

Lors du récent dialogue interactif sur le rapport de la Commission internationale d'enquête sur le Burundi à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, l'Ambassadeur du Burundi auprès de l'ONU, Albert Shingiro, a déclaré que son gouvernement rejetait catégoriquement le rapport de la Commission d'enquête, le déclarant partial et politiquement motivé. L'Ambassadeur a également menacé de 'traduire en justice' les auteurs du rapport de la Commission pour diffamation et tentative de déstabilisation des institutions burundaises. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a informé le gouvernement burundais qu'il trouvait inacceptable que les membres d'une commission mandatée par le Conseil des droits de l'homme soient menacés de poursuites pour avoir rempli la tâche qui leur a été confiée par le Conseil. « Cette menace du gouvernement du Burundi constitue une violation flagrante de l'article VI de la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies, qui s'applique aux experts effectuant des missions pour les Nations Unies », a déclaré le porte-parole du Haut-Commissaire, Rupert Colville, lors d'un point de presse à Genève. Le Haut-Commissaire a exhorté le gouvernement du Burundi à revoir sa politique de refus de coopérer avec la Commission d'enquête internationale indépendante et à cesser de menacer ses membres. Aux Philippines, le Haut-Commissaire déplore également les insultes et les menaces répétées de violence physique prononcées par le Président des Philippines, Rodrigo Duterte et ses partisans contre la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Agnès Callamard. La semaine dernière, M. Duterte a menacé de gifler Mme Callamard si elle enquêtait sur lui pour des allégations d'exécutions extrajudiciaires. Il a fait la même menace contre elle en juin après avoir critiqué sa campagne de 'guerre contre la drogue' qui a fait des milliers de morts. Mme Callamard, qui a clairement agi dans le plein respect de son mandat lorsqu'elle a commenté la situation aux Philippines, a également été l'objet d'une diatribe d'abus en ligne, y compris des menaces physiques, pendant ce qui semble être une opération prolongée et bien orchestrée de 'trolling' sur Internet et sur les médias sociaux. « Cette campagne, couplée aux attaques personnelles répétées de M. Duterte contre Mme Callamard, semble avoir pour but de l'intimider pour qu'elle ne s'acquitte pas du mandat qui lui a été confié par le Conseil des droits de l'homme », a déclaré M. Colville. « Nous condamnons ce traitement de Mme Callamard et le manque de respect qu'il témoigne au Conseil des droits de l'homme qui l'a nommée, dans les termes les plus forts ». La Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, Sheila Keetharuth, a également fait face à une hostilité considérable dans la conduite de son travail, notamment avec une attaque personnelle de l'Ambassadeur érythréen, Tesfaye Michael Gerahtu, lors de son dialogue interactif lors de la session du Conseil des droits de l'homme en juin. L'Ambassadeur a qualifié la Rapporteuse spéciale d'"impératrice nue sans vêtements" et l'a accusé d'agir comme un 'Vice-roi contre l'Érythrée' et de mener une chasse aux sorcières. « Une fois de plus, il faut souligner que Mme Keetharuth a fidèlement exécuté le mandat qui lui a été confié par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, et qu'elle ne devrait pas être soumise à ce type d'attaque au vitriol par des responsables gouvernementaux », a dit M. Colville. « Tous les États devraient coopérer avec les mandats établis par le Conseil », a souligné le porte-parole du Haut-Commissaire. « Aucun d'entre eux n'est établi sans raison valable », a-t-il rappelé.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});